La norme EN 292 face au défi de l'internationalisation

La norme de base "EN 292 – Sécurité des machines" a été élaborée en 1985 lorsque les Etats membres négociaient la directive Machines. Cette norme fixe les règles fondamentales tant pour les concepteurs de machines que pour les organismes de normalisation. Première norme technique concrétisant le consensus européen sur la manière de fabriquer des machines sûres, la EN 292 fait à présent son entrée sur la scène internationale suite à l'intérêt croissant de nombreux pays non-européens envers la stratégie de ce que l'on appelle la "nouvelle approche" en matière de réglementation des produits.

En mai 1999, le TC 114 du CEN (Sécurité des machines) et le TC 199 de l'ISO (Sécurité des machines) décidaient de réviser leurs documents conformément à la Convention de Vienne (qui régit la coopération technique entre l'ISO et le CEN), sous la direction du CEN. Actuellement, un groupe de travail spécial composé d'experts de l'ISO, du CEN, du CEI et du CENELEC examine les commentaires reçus à la suite de l'enquête parallèle portant sur les 1^{ère} et 2^{ème} parties de la norme prEN 292/ISO/DIS 12100. Le Groupe de travail spécial du CEN est, de ce fait, confronté à la lourde tâche de traiter les nombreux commentaires techniques qui lui sont parvenus et d'obtenir un vote formel parallèle en faveur de la norme.

Le processus de révision devra surmonter trois problèmes fondamentaux : les chevauchements (inévitables étant donné la nature d'une norme de type A), les doubles emplois (conséquence de l'avancée des normes de type B) et les contradictions (que toutes les parties veulent éviter). En fait, étant donné la hiérarchie des normes de type A, B et C, tout changement même mineur de la EN 292/ISO 12100 aurait des répercussions immédiates sur les autres normes portant sur la sécurité des machines.

La dernière réunion de révision était prévue en septembre 2001. Nous avons formulé un certain nombre de commentaires sur ce qui a été réalisé au cours des CRM (*Comments Resolution Meetings*) du Groupe spécial.

La terminologie, les responsabilités des fabricants, la réduction des risques, les exigences pour les protecteurs, l'utilisation de dispositifs de protection opto-électroniques, la mobilité et le levage, les utilisateurs non professionnels sont quelques-uns des thèmes essentiels qui

ont été à l'origine du processus de révision. Un des premiers défis a consisté à obtenir un accord général au sein du CEN et de l'ISO afin d'assurer la cohérence entre les définitions données dans les normes EN 292 et ISO/IEC 51 – Principes directeurs pour inclure dans les normes les aspects liés à la sécurité. L'ISO et le CEN admettent cependant l'existence d'une différence essentielle entre les deux normes, à savoir que l'ISO/IEC 51 s'applique à la sécurité à tous les niveaux, tandis que la EN 292 concerne la sécurité des machines au stade de leur conception.

Un débat animé a entouré le concept de **risque acceptable**, que certains experts voulaient inclure au motif qu'il est largement répandu dans l'ingénierie internationale et qu'il représente une aide précieuse pour les concepteurs leur permettant de décider du terme de la stratégie de réduction des risques récurrents. D'autres experts affirment cependant que le concept de risque acceptable traduit des idées qui vont à l'encontre des principes de la directive Machines et, qu'à ce titre, il n'a pas sa place dans la norme EN 292, qui établit une stratégie de réduction maximale des risques en faisant le meilleur usage possible des technologies disponibles. Le risque acceptable pourrait être également interprété à tort dans le sens d'un concept statique qui permettrait de préjuger librement du niveau de réduction du risque à atteindre. Pour le BTS, les fabricants n'ont pas le droit d'échapper à leurs obligations en matière de sécurité en décrétant les risques acceptables pour d'autres. En cas d'accident, les fabricants risquent une perte économique et l'obligation d'endosser des responsabilités pénales et civiles mais les opérateurs, eux, risquent leur vie. Ainsi, les pouvoirs publics en seraient réduits à contrôler la réduction des risques telle qu'elle est mise en œuvre par les fabricants et à décider si le risque en question est admissible ou non.

Un autre concept amplement débattu est le **risque résiduel**. Le contexte international dans lequel la norme EN 292/ISO 12100 sera utilisée exige une répartition appropriée des responsabilités entre les utilisateurs et les concepteurs sur la réduction du risque. Il est certain que le cadre européen qui établit une distinction entre les obligations légales des concepteurs et celles des utilisateurs fait l'objet de réclamations de la part de pays qui ne disposent pas d'une législation correspondant aux

directives Machines et Equipements de travail. Dès lors, la norme EN 292/ISO 12100 ne devrait pas traiter des responsabilités des utilisateurs tout en devant comporter des mesures de sécurité à mettre en œuvre à la fois par les fabricants et par les utilisateurs. Dans le premier cas, le risque résiduel devrait être celui que les fabricants ne peuvent prévoir lors de la conception de la machine; dans le second cas, il correspondrait au niveau de risque restant après que toutes les mesures de sécurité ont été respectées par les fabricants et les utilisateurs. Mais il existe aussi des disparités concernant la réduction des risques en soi : par exemple, d'aucuns ont posé la question de savoir si la notice d'emploi pouvait être considérée comme une mesure de réduction des risques, puisqu'elle n'est valable que si l'utilisateur en fait le meilleur usage. D'autres souhaitent que l'on admette que des machines différentes nécessitent des degrés différents d'implication de l'utilisateur, ce qui peut aussi contribuer à la réduction des risques.

En résumé, le processus d'internationalisation a entraîné un examen minutieux des concepts les plus fondamentaux tels que sécurité, danger, risque, conception intrinsèque, etc. Il ne s'agit pas simplement d'une question de terminologie : c'est le reflet d'une compréhension très différente de ces concepts de base selon les époques, les circonstances, les types de sociétés et de secteurs industriels. ■

Stefano Boy, chargé de recherches au BTS
sboy@etuc.org